

NATIONS UNIES



ASSEMBLÉE GÉNÉRALE CONSEIL DE SÉCURITÉ

Distr.
GÉNÉRALE

A/37/706

S/15514

8 décembre 1982

FRANÇAIS

ORIGINAL : ANGLAIS

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE
Trente-septième session
Point 34 de l'ordre du jour
LA SITUATION AU MOYEN-ORIENT

CONSEIL DE SÉCURITÉ
Trente-septième année

Lettre datée du 7 décembre 1982, adressée au Secrétaire général par
le Représentant permanent de la Jordanie auprès de l'Organisation
des Nations Unies

J'ai l'honneur de joindre à la présente lettre le compte rendu sténographique d'une interview avec MM. Ralph Schoenman et Mya Shone, deux correspondants qui ont été témoins du massacre barbare, dans les camps de Chatila et de Sabra, de réfugiés désarmés, hommes âgés, femmes, enfants, dont certains en bas âge. Cette interview de témoins oculaires prouve deux faits monstrueux :

1. Toute cette opération féroce a été conçue, commandée et exécutée par l'état-major général des forces armées régulières israéliennes;

2. Assassinats et mutilations ont pour la plupart été perpétrés avec des haches, des couteaux et autres armes de boucherie, à grande échelle. Le pire, selon les deux correspondants, qui sont des témoins oculaires, était que le sang qui coulait à flots, que les mares de sang montraient bien que la torture et la mutilation de milliers de victimes avaient précédé leur mort. Les mots sont impuissants à décrire, ne serait-ce que de manière approximative, ces massacres incroyables et barbares.

Je demande que le texte joint de l'interview avec les correspondants soit distribué comme document officiel de l'Assemblée générale, au titre du point 34 de l'ordre du jour et du Conseil de sécurité.

L'Ambassadeur,

Représentant permanent,

(Signé) Hazem NUSEIBEH

ANNEXE

INTERVIEW AVEC RALPH SCHOEMAN ET HYA SHONE

- Q. Les débats et discussions qu'ont suscités les massacres perpétrés dans les camps de Sabra et de Chatila portent pour l'essentiel sur la question de la responsabilité israélienne dans ces assassinats. Quelles preuves avez-vous à ce sujet?
- R. Nous avons des preuves que le meurtre de civils palestiniens et libanais à Sabra et à Chatila entrainé dans le cadre d'une opération militaire coordonnée entièrement dirigée par les forces armées israéliennes.
- Q. Pourriez-vous nous donner quelques détails?
- R. Tout d'abord, il faut bien préciser que la destruction des camps du sud du Liban et la nature de l'occupation dans ce secteur portaient en germe ce qui s'est passé à Sabra et à Chatila. N'oubliez pas que le bombardement aérien avait réduit ces camps en ruines et causé de terribles destructions, faisant des dizaines de milliers de victimes. Par la suite, après l'invasion de Beyrouth-Ouest par les Israéliens, le bombardement intensif des camps par l'artillerie a entraîné de nouvelles dévastations. Ce bombardement s'est poursuivi à partir du mercredi 15 septembre. C'était un facteur important en ce qu'il a empêché la population de Beyrouth-Ouest d'être immédiatement au courant du massacre, parce qu'il était impossible de se rendre dans les camps.
- Q. Quand a commencé la tuerie dans les camps?
- R. Elle a commencé le mercredi dans la nuit. Elle a commencé, qui plus est, après que les forces armées israéliennes aient bouclé les camps, empêchant ainsi la population civile de s'échapper. Il faut bien se rendre compte - cela est capital - de ce que l'armée israélienne contrôlait totalement le secteur. Les unités de tueurs auteurs du massacre ont agi en totale coordination avec les forces armées israéliennes. Il était impossible qu'ils pénètrent dans le camp ou qu'ils procèdent à une opération militaire sans que les officiers du commandement israélien n'en soient parfaitement informés.
- Q. Mais pourquoi supposer que les officiers et soldats israéliens savaient que les miliciens étaient en train d'assassiner des civils dans les camps?
- R. Il ne s'agit pas d'une hypothèse. Le jeudi, malgré les coups de feu des Israéliens qui tiraient sur les civils qui tentaient de s'échapper, 1 500 réfugiés environ ont réussi à atteindre l'hôpital Gaza, au nord du camp de Sabra. Ils étaient dans un état de panique et d'hystérie et ont envahi le sous-sol et les couloirs de l'hôpital. Ils ont décrit aux médecins et infirmiers norvégiens, finlandais et allemands le carnage dans les camps et leur ont dit que les forces israéliennes tiraient sur le camp qu'ils avaient bouclé.

- Q. Qu'a fait le personnel de l'hôpital?
- R. Ils ont demandé au Comité international de la Croix-Rouge d'entrer dans les camps et de demander aux Israéliens d'arrêter le massacre.
- Q. L'ont-ils fait?
- R. Le Comité international de la Croix-Rouge a répondu que le bombardement était trop intense et qu'il ne pouvait pas atteindre les camps. Et, il faut le souligner, que les forces israéliennes ne l'autoriseraient pas à y pénétrer.
- Q. Que s'est-il passé le jeudi?
- R. Les habitants de Sabra se sont rassemblés dans des maisons et des abris pendant le bombardement et ont pris de concert la décision de faire appel au poste de commandement israélien, installé à l'ambassade du Koweït pour qu'il fasse cesser la tuerie dans les camps. Quatre hommes ont été envoyés en délégation au poste de commandement en brandissant un drapeau blanc pour faire savoir aux officiers israéliens : a) que les camps n'offraient aucune résistance et s'étaient rendus; b) qu'il n'y avait aucune arme à Sabra ou à Chatila - elles avaient été rendues à la force multinationale avant son départ. Cette délégation de quatre hommes n'a pas survécu à sa mission. Tous les quatre, ils ont été abattus vers cinq heures de l'après-midi le jeudi. Leurs cadavres ont été retrouvés au point de contrôle établi par l'armée israélienne près de l'ambassade du Koweït. Les noms des quatre hommes étaient :

Abu Suaïd, 62 ans
Abu Hamad Ismail, 55 ans
Tewfik Abu Hashmeh, 64 ans
Abu Ahmad Saïd, 65 ans.

- Q. Comment savez-vous cela?
- R. Nous avons enregistré sur bande magnétique les propos des survivants du massacre que nous avons interviewés à Sabra. Ils nous ont raconté la décision d'envoyer la délégation, sa mission et le sort qui lui avait été réservé. Pendant toute cette période du jeudi, toute la journée du vendredi et la matinée du samedi, les forces israéliennes ont continué à encercler les camps et à tirer sur les habitants.
- Q. Quelles relations y avait-il entre les milices de tueurs et les forces israéliennes?
- R. L'armée israélienne fournit aux miliciens des uniformes, des armes, des rations - jusqu'à des lacets de chaussure; de plus, les points de contrôle des phalangistes et des milices de Haddad sont toujours placés sous l'autorité d'un Israélien. En fait, les uniformes sont identiques, si ce n'est que les forces de Haddad portent souvent l'inscription "Liban libre" cousue sur leurs uniformes et les phalangistes l'écusson des phalanges.

Q. Y avait-il, parmi les gens que vous avez interrogés, des témoins qui aient survécu au massacre?

R. Nous avons interviewé à Chatila et à Sabra plus de 70 personnes qui ont survécu au massacre. Leurs récits se recoupent. Des réfugiés vivant dans différentes parties du camp et qui ne se connaissaient pas ont décrit de façon très semblable ce qui s'est passé. L'un après l'autre, ils nous ont décrit la vraie nature de l'opération militaire menée par les forces israéliennes et les miliciens.

Q. Mais encore?

R. Hussain O. a été arrêté par les forces israéliennes dans la nuit de jeudi alors qu'il essayait de distribuer du pain pendant le bombardement. On l'a fait passer par plusieurs points de contrôle où étaient postés côte à côte des membres des forces israéliennes et des milices de Haddad. Il a vu des gens amenés à ces points de contrôle, séparés les uns des autres et tués par les balles des miliciens en présence des soldats israéliens qui commandaient les postes.

Le vendredi matin plusieurs témoins ont décrit l'entrée des forces armées israéliennes à Chatila et dans la partie sud de Sabra. Ils sont arrivés par la route qui relie l'ambassade du Koweït à l'hôpital Akka. Un des survivants a vu assassiner Safih Khalid Hamoud, âgée de 38 ans et ses deux enfants, Hassan 2 ans et Mohammad, 8 ans.

Q. Qu'ont fait les forces israéliennes?

R. Elles sont entrées par la grand'rue de Chatila et de la partie sud de Sabra. Elles se sont égaillées dans les ruelles. Elles n'ont rencontré aucune résistance. Elles ont alors formé à l'intérieur du camp une phalange à 100 mètres de la maison de Safih Khalid Hamoud. Puis les unités de miliciens ont traversé les lignes israéliennes qui se sont refermées derrière eux pour protéger leurs arrières. Les miliciens ont commencé à tuer des gens systématiquement en présence des forces israéliennes. Ils portaient des uniformes identiques à ceux des troupes israéliennes si ce n'est que l'inscription "Liban libre" y était cousue. Ils ont peint l'écusson des phalanges sur les maisons. Ils tuaient avec des haches et des couteaux.

Q. Que s'est-il passé le samedi?

R. Au petit matin, vers 5 heures, la tuerie a repris alors que les troupes israéliennes encerclaient les camps. Elle a duré jusqu'à 10 h 30. Des bulldozers ont été amenés dans les camps pour entasser les cadavres et les enfouir sous les décombres. Un Libanais a été sauvé par l'enfant qu'il tenait dans ses bras et qui hurlait. Pour une raison ou une autre, il s'en est tiré sans une égratignure alors que tout autour de lui les soldats, armés de haches et de couteaux, mettaient les gens en pièces. Un autre témoin,

Sadik K., âgé de 60 ans, s'est sauvé pendant que les miliciens abattaient des gens à la hache. Un petit garçon s'est couvert du sang de sa mère et a été laissé pour mort mais un de ses doigts a été sectionné alors qu'il était allongé sur le sol.

Q. Comment êtes-vous entrés dans les camps?

R. Nous avons essayé le samedi matin d'y entrer mais nous avons été refoulés aux points de contrôle israéliens. Nous avons alors traversé à pied Fakhani et sommes passés derrière des bâtiments pour pénétrer enfin dans Chatila et Sabra. C'était un véritable charnier. Nous avons photographié des amoncellements de corps, des morceaux d'être humains. Dans les ruelles et dans les maisons et les abris, nous avons vu des centaines de personnes dans un petit espace. A l'exception d'une famille composée des deux parents et de trois petites filles, qui avaient été tués à la mitrailleuse dans leur chambre à coucher, tous les autres étaient mutilés. Des têtes avaient été fracassées avec des haches. Des yeux sectionnés. On pouvait voir des cervelles à côté des crânes. Des cous et des visages avaient été dépouillés de leur peau. Des membres avaient été amputés, des ventres ouverts. C'était une boucherie généralisée. Le pire était que le sang qui coulait à flots et les mares de sang montraient bien que la torture et la mutilation avaient précédé la mort.

Q. Avez-vous vu des soldats israéliens pendant que vous étiez là?

R. Vers 1 heure de l'après-midi, le samedi, nous nous étions rendus à l'hôpital Akka, situé face au camp, qui était en flammes. On avait mis le feu au centre de rééducation. Alors que nous quittions le bâtiment, des tanks, des autochenilles et des unités de combat israéliennes portant des vestes pare-balles ont pénétré dans les camps et nous ont entourés. Ils étaient munis de mégaphones et annonçaient dans les camps que toute personne qui ne se rendrait pas serait exécutée. Personne n'a demandé aux unités de tueurs de s'arrêter, comme le Gouvernement israélien le prétend fallacieusement.

Q. Qu'avez-vous fait?

R. Nous avons photographié les tanks et les unités de combat. Nous sommes entrés à Chatila et avons continué à prendre des photos de corps massacrés. On entendait les tirs d'armes automatiques des troupes israéliennes mais aucune riposte.

Q. Qu'en concluez-vous?

R. Des forces israéliennes ont participé aux opérations militaires dont le massacre était un élément, du mercredi 15 septembre au samedi 18 septembre inclus. Les forces israéliennes contrôlent entièrement le secteur. Les milices sont placées sous leur commandement. Si, par exemple, les troupes d'une armée d'occupation utilisaient des forces spéciales entraînées et recrutées par elles et sous leur direction pour perpétrer un massacre en leur présence, comment pourrait-on qualifier cela d'acte commis par des soldats

isolés qui se sont servis de haches et de couteaux? Le prétendre est une insulte à notre intelligence. Les forces israéliennes encerclaient les camps. Des postes de commandement israéliens on voit parfaitement les camps. Des soldats israéliens se trouvaient à l'intérieur des camps pendant la boucherie. Quatre hommes envoyés de Sabra en délégation ont été tués lorsqu'ils sont venus demander qu'il soit mis fin au carnage. Il s'est agi d'une opération militaire coordonnée du début jusqu'à la fin.

- Q. Combien de personnes ont-elles perdu la vie?
- R. Le personnel de la Croix-Rouge libanaise a dénombré plus de 3 000 cadavres sans compter ceux qui étaient ensevelis sous les décombres entassés sur eux par les bulldozers le samedi matin. La fosse commune qui a été creusée par l'armée et la Croix-Rouge libanaise pour recevoir les corps mesurait environ 50 mètres de long sur 50 mètres de large et 8 mètres de profondeur et elle est pleine.
- Q. Y a-t-il d'autres témoins que les survivants des camps?
- R. Des médecins et infirmières étrangers, notamment norvégiens et finlandais, ont vu des patients des hôpitaux Akka et Gaza tués dans leur lit. Lorsque les médecins et les infirmières ont été contraints de quitter, samedi matin, l'hôpital Gaza, il était jonché de cadavres. Ils ont vu un millier de personnes rangées en ligne dans la rue. Tandis qu'ils s'éloignaient, elles étaient entraînées par groupes vers des rues latérales puis ils ont entendu le crépitement des mitraillettes. Le comptable de l'hôpital égyptien a été abattu. Dans l'hôpital Akka, un médecin palestinien, Ali Osman, a été emmené et abattu.

En outre, une unité militaire israélienne a pénétré dans l'hôpital Akka et a rassemblé tout le personnel médical. Un officier israélien a donné un papier sur lequel était inscrit son nom à une infirmière palestinienne, Antisar Ismail, et il lui a dit de montrer ce papier aux soldats qui devaient arriver incessamment. Après le départ des soldats israéliens, l'unité de la milice a pénétré dans l'hôpital Akka. Antisar Ismail leur a montré le bout de papier. Les miliciens ont ri et l'ont emmenée dans le sous-sol du bâtiment situé derrière l'hôpital. Ils l'ont violée et mutilée. Elle a été tellement défigurée que sa tante n'a pu l'identifier que parce qu'elle a reconnu les bagues qu'elle avait aux doigts. Une unité israélienne pénètre dans un hôpital puis y envoie une unité de la milice qui massacre tout le monde. C'est comme ça que les choses se passent. Dans quel autre pays occupé du monde excuse-t-on une armée occupante qui utilise les milices locales placées sous son contrôle pour mener des opérations criminelles? Partout où nous sommes allés, à l'intérieur comme à l'extérieur du Liban, tout le monde comprend cela.

- Q. Ce massacre était-il à votre avis la plus grande atrocité de la guerre?
- R. Il est peut-être symbolique de la situation créée par l'occupation mais il diffère peu dans le fond de ce qui s'est produit dans tout le sud du pays.
- Q. Y a-t-il eu des massacres dans le sud?
- R. Il y a des fosses communes un peu partout dans le sud. Cela s'explique pour certaines par les bombardements massifs, pour d'autres par les tirs d'artillerie dirigés contre les abris, les écoles et les petites maisons qui se trouvent dans les camps.
- Q. Dans quelle région du sud vous trouviez-vous?
- R. Nous avons passé trois semaines dans le sud et nous nous sommes rendus dans un grand nombre des villages et des camps de réfugiés ainsi que dans les villes de Nabatiye, Tyr et Saïda. Ain el Helweh, camp de réfugiés qui regroupait 80 000 personnes, a été bombardé sans répit pendant dix jours d'affilée par l'armée de l'air israélienne. Le camp a été découpé selon une grille dont chaque carré a été soumis à un bombardement massif et continu. Lorsque chaque secteur du camp, qui a une superficie d'environ 1 km 500 sur 2 km a été identifié, le bombardement a commencé par le premier segment et il s'est poursuivi jour et nuit. Au bout de dix jours, le camp a été soumis à un tir d'artillerie d'une intensité similaire. Il a été réduit en poussière. Les abris se sont effondrés. Dans l'un d'entre eux 500 personnes ont péri; dans un autre, 250. Des armes incendiaires ont été utilisées, des obus au phosphore ont été tirés sur les abris, brûlant vives les personnes qui s'y trouvaient. Le dispensaire de l'UNRWA se trouve face à l'hôpital gouvernemental de Saïda. Cet hôpital a été éventré et son toit transformé en un poste d'observation surplombant le camp. Le personnel du dispensaire s'est plaint du fait que des liquides provenant de la fosse commune pénétraient dans le dispensaire.
- Q. Pourquoi y avait-il des fosses communes?
- R. L'armée israélienne a enterré un millier de personnes dans une fosse commune près de l'hôpital. C'est une fosse peu profonde. Il y en a une similaire face à l'école du couvent de Saint-Joseph au début de la route qui conduit à Tyr.
- Q. Qu'est-il arrivé aux survivants?
- R. Les Palestiniens ont été dispersés. Ils vivent dans des boutiques et dans des garages. Certains même dans la rue. Ils ont essayé de revenir vers le camp en ruine d'Ain el Helweh mais l'armée israélienne les a empêchés d'effectuer des réparations pour reconstruire leurs maisons. Partout où se produisent ces destructions, les bulldozers israéliens suivent et rassemblent les décombres en d'énormes piles. Nous les avons vus de nos propres yeux.

- Q. Et les blessés?
- R. Les hôpitaux ont été fermés. Le Croissant rouge, qui assurait les services médicaux de l'OLP a été détruit. Presque tout son personnel médical a été incarcéré. Les hôpitaux privés ne veulent pas accepter de Palestiniens en raison des arrestations qui se produisent constamment dans les hôpitaux où les Palestiniens sont soignés. Etant donné que les Palestiniens des camps sont pauvres et que les soins médicaux sont très coûteux dans ces hôpitaux privés, la plupart des Palestiniens n'y sont pas admis parce qu'ils n'ont pas d'argent. Presque tous les cas d'infection, de grandes blessures, de brûlures ou même d'amputations finissent par entraîner la mort du fait de l'absence de soins. Nous avons parlé à beaucoup de personnes qui nous ont dit que des membres de leur famille qui étaient encore vivants sous les décombres ont été enterrés vifs par les bulldozers qui ont amassé sur eux de nouveaux décombres, en dépit des cris et des supplications de leurs parents. C'est ce que nous ont raconté un grand nombre de personnes de Saïda et de Ain el Helweh lorsqu'ils nous ont décrit le sort de leurs familles.
- Q. Cette situation existe-t-elle ailleurs?
- R. Dans tous les camps, à des degrés différents. Tous les bâtiments de Rashidiye, à l'exception de quelques-uns, ont été détruits. Des arrestations y sont opérées constamment et continuent jusqu'à ce jour. Les Phalangistes pénètrent dans les camps et tirent sur leurs occupants. Ils violent les femmes, commettent des vols. Des unités israéliennes se trouvent toujours à proximité.
- Q. Quels liens existent-ils entre les milices et l'armée israélienne dans le sud?
- R. Un soldat ou un officier israélien se trouve à chaque poste de contrôle de la milice de Haddad. Les milices sont équipées par l'armée israélienne d'armes, d'uniformes et de lacets de chaussure. Ils logent dans les casernes de l'armée israélienne. Cela est également vrai des Phalangistes. Nous avons vu un grand nombre de casernes dans lesquelles cohabitaient Phalangistes et Israéliens. Les points de contrôle des Phalangistes sont toujours surveillés par des soldats israéliens qui visiblement les dirigent. Aucun des meurtres perpétrés par les milices ne se fait à l'insu des Israéliens : cette conclusion est justifiée étant donné que les forces israéliennes exercent un contrôle militaire total.

- Q. Est-ce que la même situation règne dans l'ensemble du sud?
- R. Tout se passe toujours de la même manière. Dans les villages, les forces armées israéliennes pénètrent dans toutes les maisons, les unes après les autres. Il s'agit pour la plupart de villages libanais. Mais, s'il s'agit de villages musulmans ou de villages où vivent des partisans du Mouvement national ou des Palestiniens, l'armée israélienne détruit le contenu de chaque maison des petits villages. Ils détruisent au bulldozer ou font sauter un grand nombre de maisons choisies au hasard. Les hommes sont regroupés au centre du village ou de la ville. Des informateurs masqués désignent alors du doigt certains villageois, qui sont emmenés. Parfois on retrouve leurs corps. Généralement, on n'a plus aucune nouvelle d'eux.
- Q. Est-ce que cela continue?
- R. Il s'agit d'un processus permanent. Tandis que nous nous trouvions dans un secteur de Rashidiye, une nuit, des soldats israéliens étaient en train de frapper et d'arrêter des gens dans un autre secteur. Les Israéliens font constamment des rafles dans les villages ainsi que dans les hôpitaux ou les dispensaires qui fonctionnent encore.
- Q. Qu'advient-il des prisonniers qui sont emmenés?
- R. Nous avons recueilli plus de 6 000 déclarations sous serment - des procurations signées par des membres de familles de détenus autorisant des avocats, tels que Lea Tzemel en Israël, à assurer la défense de ces détenus.
- Q. Combien y a-t-il de détenus?
- R. Selon le Comité international de la Croix-Rouge, il y en aurait environ 9 000 à El Anser, qui se trouve entre Tyr et Nabatiye. Mais nous avons parlé à un certain nombre de prisonniers qui ont été relâchés. Nous avons ainsi appris qu'il existait au nord d'Israël huit à dix centres de détention. Plus de 8 000 Palestiniens ont été détenus à Megiddo. Nous avons essayé d'évaluer le nombre total de détenus mais cela est très difficile. Les femmes de Tyr ont passé deux semaines, à calculer jour et nuit le nombre de prisonniers en demandant aux femmes des villages environnants et de Tyr de se rendre à la résidence et au bureau de l'évêque Georges Haddad. En se donnant beaucoup de mal, elles ont noté le nom du détenu, la date de son arrestation, le nom de son père et de son grand-père, son âge, etc. Elles ont établi une liste d'environ 16 000 noms, uniquement pour la région de Tyr. A Saïda, certaines femmes ont dressé une liste de personnes qui auraient été arrêtées dans une zone restreinte. Cette liste comportait 25 000 noms. Nous estimons que 20 000 à 30 000 hommes ont été arrêtés et détenus à un moment ou à un autre. On ne connaît pas leur sort. Quelques centaines d'entre eux ont été relâchés et leur témoignage est absolument terrifiant.
- Q. Comment décrivent-ils la situation dans les camps?
- R. Dans tous les villages et les camps on entend le même témoignage. Les détenus sont sauvagement frappés pendant des heures à l'aide de grosses cannes, de

tuyaux et de fils électriques. Un grand nombre d'entre eux périssent. Ils sont privés d'eau pendant des journées entières. On les expose au soleil brûlant. Un jeune garçon a été suspendu par les poignets avec du fil de fer pendant 36 heures. Le fil de fer avait pénétré jusqu'à l'os. Il a été frappé si violemment à la tête qu'il en est devenu amnésique. Toutes ses dents ont été brisées. La torture électrique serait généralisée. Un ingénieur a déclaré que neuf prisonniers y ont été soumis en sa présence. Des électrodes ont été attachées à leurs pieds, leurs organes génitaux, leurs doigts, leur ventre et leur visage. Le corps d'une des victimes a fait un bond de presque 60 centimètres. Elle est morte sur le coup. Une autre est morte d'une attaque. Un jeune garçon dans l'un des camps a indiqué que de l'eau bouillante a été déversée sur l'un des détenus. Ce garçon lui-même avait été systématiquement battu. Deux jeunes gens avaient le crâne fracturé quand nous les avons vus. Partout où nous sommes allés - dans chaque village, dans chaque camp de réfugiés et dans chaque ville - nous avons trouvé des cas identiques. Les témoignages concordent. Nous en avons le détail précis, enregistré jour après jour sur bandes magnétiques. Dans certains cas, nous avons photographié les cicatrices. Nous avons souvent entendu parler de brûlures de cigarettes sur les mains et les visages. Une femme a été si gravement brûlée qu'elle a perdu l'usage de ses mains. Pour ce qui est de la torture électrique, nous possédons le nom des gardes et des officiers israéliens qui y ont participé. Ces mauvais traitements systématiques dans les camps sont si généralisés et un si grand nombre de personnes en ont fait état que nous sommes certains qu'il s'agit de l'application d'une politique. Ce sont les quelques gardes israéliens qui ont essayé de mettre fin à la torture qui sont les éléments incontrôlés. Le comportement habituel et contrôlé était celui de coups de privations, et de torture systématiques.

A El Anser, par exemple, des prisonniers ont été chargés de frapper les détenus qui commettent des infractions. S'ils le font ils obtiennent des faveurs, s'ils refusent ils sont punis.

- Q. De quelle manière les prisonniers sont-ils regroupés, identifiés et sélectionnés?
- R. Un tampon est apposé sur leur dos ou sur leur bras. C'est ainsi qu'une distinction est établie entre Palestiniens et Libanais. Il s'agit pour la grande majorité de civils et notamment de membres de professions libérales - avocats, médecins, enseignants, ingénieurs et administrateurs. Ainsi, Mohammed Maki était Directeur financier du Secours populaire, organisme médical de secours dont le Conseil d'administration comptait 400 personnalités libanaises, au nombre desquelles le Ministre des affaires intérieures, M. Labban.

Lorsqu'il a été arrêté, personne n'a été informé du lieu de sa détention. C'est seulement en parlant à deux jeunes gens de 16 et 17 ans qui venaient d'être relâchés d'El Anser et l'avaient vu que nous avons appris que Mohammed Maki y était emprisonné. Il convient de mentionner que ces

deux jeunes gens ont été eux-mêmes sauvagement battus et ont déclaré qu'avant de les relâcher on leur avait dit que s'ils parlaient de ce qui leur était arrivé ou des conditions qui régnaient dans la prison, l'armée israélienne en serait informée et les abattrait. La maison de Mohammed Maki a été démantelée pierre par pierre par des soldats israéliens. Sa femme et ses enfants ont été harcelés et des soldats se rendaient auprès d'eux sans arrêt.

Q. Et l'action de la Croix-Rouge internationale?

R. Ce n'est pas très brillant. La Croix-Rouge internationale a refusé de faire la moindre déclaration publique sur les conditions de vie dans les camps bien que certains de ses fonctionnaires aient vu ce qu'elles étaient à El Anser et nous l'aient dit. Ils avaient tous entendu les récits de prisonniers relâchés. Malgré cela, toutes les cartes d'identité de prisonniers détenus à El Anser remises par la Croix-Rouge internationale aux membres de leurs familles portent la mention "En Bonne Santé". C'est tragique.

Q. Mais que se passe-t-il quand d'anciens prisonniers ou des membres de leur famille se plaignent à la Croix-Rouge internationale?

R. Nous en avons de nombreux exemples. Il faut tout d'abord rappeler qu'il est très dangereux pour les prisonniers relâchés et les membres de leurs familles de porter plainte. Il y a des mouchards partout. Ces gens s'exposent à une nouvelle arrestation et à des représailles féroces de la part des milices de Haddad et des phalangistes qui précèdent souvent la destruction de leur foyer par l'armée israélienne ou même d'arrestation de familles entières. En dépit de tous ces risques, certains prisonniers relâchés sont allés relater leur expérience à la Croix-Rouge internationale. Ils l'ont fait animés par un sentiment d'urgence et parce qu'ils s'inquiétaient du sort de ceux qui sont encore en prison.

Q. Quelles ont été les mesures prises?

R. Chaque fois la Croix-Rouge internationale a transmis la plainte, portant le nom du plaignant, à l'armée israélienne. La Croix-Rouge internationale ne veut pas faire de déclaration publique, ce qu'elle justifie par le fait qu'elle notifie la plainte à l'armée israélienne. Mais cela revient à collaborer avec l'armée israélienne et à exposer le plaignant et sa famille à de graves dangers.

Q. Pourquoi les gens vous ont-ils parlé?

R. Parce que nous sommes connus pour notre action en faveur des prisonniers politiques d'autres pays et que nous étions munis de recommandations ou accompagnés de personnes du lieu en qui ils avaient confiance.

Q. Comment la population s'en tire-t-elle?

R. La situation de la population palestinienne et celle des Libanais pauvres est effroyable. Aucune source de revenus. Tous les hommes sont emprisonnés, se cachent ou ont été tués. Il n'en reste que quelques-uns, malades ou blessés pour la plupart. La population est soumise à un harcèlement constant et n'a aucun moyen de subsistance. Les soins médicaux sont pratiquement inexistants. La destruction des camps a pour conséquence un manque total d'équipements sanitaires. On a enregistré des cas de thyphoïde et de nombreux cas de maladie de peau. Les gens s'efforcent par tous les moyens de maintenir la propreté, mais c'est très difficile.

Q. Et les autorités libanaises?

R. Dans le sud, ce ne sont que des fantoches collaborationnistes. Tous les panneaux routiers sont en hébreu. Des officiers israéliens signent des baux de deux ans pour des appartements à Tyr et à Saïda. Le Liban est un pays occupé et les autorités libanaises ne font rien. Il y a des mouchards partout et les milices de Haddad et les phalanges intimident, pillent et assassinent.

Q. Est-ce qu'il y a beaucoup de pillage?

R. Les pires actes de pillage ont été l'oeuvre des forces armées israéliennes elles-mêmes. Aux aciéries de Saïda, du fer et du matériel roulant d'une valeur de 30 millions de dollars ont été chargés sur des camions et expédiés vers Israël. Le matériel, tours, machines-outils et machines à écrire, du Centre de formation de l'UNRWA a été pillé. Les locaux des Middle East Airlines ont été vidés de leurs ordinateurs et du matériel électronique de guidage - le tout étant expédié vers Israël. Mais c'est sans doute à Beyrouth que les actes les plus scandaleux de vandalisme commis dans le pays ont été relevés.

Q. A quoi faites-vous allusion?

R. Des officiers israéliens ont occupé les appartements et les maisons de quelques-uns des universitaires et intellectuels les plus distingués de Beyrouth. Ils ont également pénétré dans des institutions culturelles telles que le Centre culturel français, le Cermoc, et les ont occupées. Ils ont pénétré dans la Bibliothèque nationale. Partout où de telles occupations se sont produites, des livres, des tapis, des peintures et autres objets d'art ont été rassemblés et empilés. Les soldats ont ensuite déféqué et uriné dessus. Dans la maison d'Ambara Salam, la soeur de Sa'eb Salam, les soldats ont déféqué sur les tapis d'Orient et sur des peintures de valeur. Ils ont rassemblé les petits objets d'art, antiquités et statuettes, et ont déféqué dessus. Toutes les pièces et les murs ont été souillés d'excréments. Au Centre de recherche culturelle français qui appartient au Gouvernement français, les officiers et soldats israéliens ont tout maculé d'excréments, même les plafonds! Ils ont pris des douches ou des bains sur les grands tapis. Ils ont volé tous les livres. Il y a des excréments jusque dans les tiroirs des bureaux et dans les placards.

Les Israéliens ont occupé la maison d'une femme dont la bibliothèque était fameuse, et ont couvert d'excréments les planchers de toutes les pièces de la maison. Ils ont rassemblé les serviettes, les tentures et les vêtements puis ont déféqué et uriné dessus. La puanteur s'est répandue dans toute la maison. Un officier israélien a dit à la propriétaire de cette maison qu'elle lui serait rendue "dans l'état qu'elle méritait".

Les soldats israéliens ont occupé tout l'immeuble du laboratoire de recherches hématologiques proche de l'hôpital Barbir. Ils ont mis des excréments partout y compris dans les éprouvettes et les flacons contenant les échantillons de sang.

On peut constater quel sentiment les événements ont suscité chez tout le monde - Libanais, Palestiniens, étrangers, journalistes. Encore plus que les massacres peut-être, ces profanations ont fait ressentir à la population l'horreur de cette occupation. Le saccage des bibliothèques, des centres culturels et des foyers de certains Libanais tranche avec les termes constamment utilisés par l'armée israélienne quand elle parle des Palestiniens : les zones dans lesquelles ils se trouvent sont "nettoyés" ou "assainies" - euphémismes derrière lesquels se dissimulent les bombardements impitoyables, les arrestations massives suivies de tortures et maintenant les massacres.

Q. Mais l'armée libanaise elle-même procède maintenant à des arrestations?

R. Oui, des milliers d'arrestations. Mais qu'est-ce que cette armée? Elle est sous le contrôle des phalangistes et leur est dévouée corps et âme.

Les phalangistes parlent de "ramener" la population palestinienne de 500 000 à 50 000 personnes. On commence enfin à discerner quel a été l'objectif réel de la destruction des camps de réfugiés, soumis à des tirs d'une intensité inimaginable, du bombardement continu des hôpitaux et maintenant des massacres, ponctués par des arrestations massives et les tortures. Nous avons affaire à une tentative de destruction de la communauté palestinienne en tant que société intégrée. Leur objectif est la désagrégation du tissu social du peuple palestinien. On les force à se disperser ou à mourir - ou à se disperser ET à mourir.

Q. Mais la situation ne va-t-elle pas se modifier avec le retrait des troupes étrangères?

R. Nous avons vu ce qui est arrivé à la population lorsque ses combattants se sont retirés. Nous pensons qu'à l'heure actuelle la situation exige un retrait immédiat des forces armées israéliennes. Nous pensons que ce que nous avons vu au Liban ne fait qu'annoncer ce qui risque de se passer sur la rive occidentale. Nous pensons que l'occupation du Liban est l'oeuvre de judéo-nazis et que les Israéliens doivent se réveiller, doivent reconnaître que les Palestiniens sont leurs victimes et doivent cesser de tolérer des gouvernements qui utilisent des euphémismes tels que "sécurité" et "colonies de peuplement" pour désigner l'annihilation d'un peuple.

